

Avis de SFR en réponse à la consultation publique du 15 novembre 2013

relative au projet de recommandation de l'ARCEP

portant sur les modalités de l'accès aux lignes THD en fibre optique

pour les immeubles de moins de 12 logements

ou locaux à usage professionnel dans les zones très denses

L'ARCEP met en consultation publique un projet de recommandation, complémentaire à celle du 14/06/2011 relative aux poches de basse densité des zones très denses, et visant à donner aux acteurs du FTTH une visibilité réglementaire contribuant à faciliter les investissements dans les réseaux destinés à desservir les immeubles de moins de 12 logements des zones très denses (ou ZTD).

SFR adhère à la démarche de l'Autorité consistant à clarifier et homogénéiser les conditions de mutualisation pour les petits immeubles situés en dehors des poches de basse densité des ZTD (représentant environ 1,5 million de logements) ainsi qu'à l'objectif d'optimisation des investissements et déploiements horizontaux réalisés pour desservir les clients finals FTTH.

A l'aune des modalités proposées par l'ARCEP et concernant les petits immeubles situés au sein des poches de haute densité des ZTD, SFR approuve :

- la détermination d'une taille pertinente de point de mutualisation (ou PM) supérieure à 100 logements ;
- le rappel du cadre réglementaire établi en décembre 2009 selon lequel le PM doit être situé à l'extérieur des limites de la propriété privée ; une dérogation étant possible pour les immeubles d'au moins 12 logements, comme pour les immeubles de plus petite taille mais pouvant être raccordés via un réseau public d'assainissement visitable ;
- le fait que les demandes de fibres dédiées apparaissent a priori peu raisonnables, ce qui permet de standardiser une solution d'ingénierie monofibre en aval des armoires de rue et d'optimiser ainsi les coûts de déploiement et le dimensionnement des PM ;
- la préconisation d'un mécanisme de consultation préalable, similaire à celui appliqué en dehors des ZTD, et destiné à prévenir le chevauchement des réseaux et les difficultés de remplissage des PM extérieurs aux propriétés privées.

Néanmoins, SFR souhaite apporter des commentaires et formuler ses interrogations voire inquiétudes concernant la mise en œuvre opérationnelle d'une telle recommandation.

1. SFR demande une plus grande homogénéisation des solutions d'ingénierie :

Le développement de la mutualisation des lignes THD en fibre optique, et donc du déploiement des réseaux FTTH requiert impérativement d'industrialiser, de simplifier et donc d'uniformiser les méthodes de production.

Par ailleurs, comme le souligne l'Autorité, le schéma multifibres fait peser de nombreuses contraintes sur le dimensionnement des PM et contribue mécaniquement à la saturation des infrastructures de génie civil.

En conséquence, il s'avère crucial de standardiser l'ingénierie monofibre pour tous les immeubles objets de la recommandation, sans aucune exception.

De surcroît, pour des raisons de sécurité et d'efficacité opérationnelle, SFR estime qu'il n'est pas pertinent de déployer des PM extérieurs en chambre, en façade ou sur un support aérien.

En particulier le positionnement d'un PM en chambre souterraine apparaît particulièrement inadapté tenant compte des impératifs de réactivité, confrontés aux aléas du terrain (chambre inondée par exemple) et aux difficultés d'accès aux chambres sécurisées.

Seules les armoires de rue permettent de garantir à la fois l'optimisation de la capacité du PM et la meilleure prévention des risques pour les opérationnels, tant lors de la phase de construction que lors des opérations de brassage et de maintenance ultérieures.

SFR conteste donc le fait que le document présenté par l'ARCEP tolère d'autres solutions techniques, notamment celles nécessitant d'intervenir en chambre de génie civil ou en hauteur pour accéder au PM.

2. SFR s'interroge sur le déroulement du dispositif de consultation préalable :

SFR adhère totalement à l'objectif de cohérence des déploiements recherché par l'Autorité et approuve la nature des informations échangées, telle que le prévoit le projet de recommandation.

SFR souhaite néanmoins souligner la difficulté pratique à identifier les immeubles de moins de 12 logements et à qualifier avec précision leur dimensionnement.

En effet, aucune base de donnée ne permet actuellement de recenser ces immeubles par unité de logement, ni de les distinguer avec certitude de ceux constitués de plus de 12 logements.

Il s'avère donc difficile de définir une poche regroupant plusieurs PM dont les zones d'influences projetées regroupent 1000 logements exclusivement situés dans de petits immeubles.

Par ailleurs, SFR s'interroge sur la mise en œuvre de la consultation au regard de son calendrier et de son impact sur les acteurs consultés :

- s'agissant d'un simple déclaratif effectué en amont de toute demande d'autorisation d'occupation du domaine public et, par définition, en anticipation de toute réalisation de travaux, comment se prémunir de la situation dans laquelle un opérateur serait tenté de n'effectuer qu'une opération de communication destinée à préempter un secteur géographique au détriment de concurrents moins rapides (les études préalables nécessitant du temps et des ressources) ?

- en l'absence de processus d'appel à manifestation d'intention, et donc sans engagement formel portant sur la réalisation effective des projets annoncés sur le territoire considéré, ne faudrait-il pas renforcer le dispositif proposé par l'ARCEP de manière à rendre les informations communiquées opposables ?

Tenant compte de ces incertitudes, et afin de ne pas alourdir exagérément le processus, SFR suggère a minima de compléter le paragraphe 4.b.iii du projet de recommandation en ajoutant l'ARCEP comme destinataire des informations constitutives d'une consultation préalable.
